

# Eidg. Departement des Innern (EDI)

---

07.10.2004 - 10:51 Uhr

## Interview du Conseiller fédéral Pascal Couchepin sur Internet

(ots) - Ces derniers jours le Département fédéral de l'intérieur a reçu de nombreuses réactions suite aux interviews du Conseiller fédéral Pascal Couchepin publiées dans la presse dominicale du 3 octobre 2004. L'interview parue dans la NZZ am Sonntag a été traduite en français. Les deux textes (la version originale allemande et la traduction française, voire ci-dessous) sont disponibles sur le site Internet du DFI ([www.edi.admin.ch](http://www.edi.admin.ch)).

Interview avec le Conseiller fédéral Pascal Couchepin

NZZ am Sonntag: Le Conseil fédéral s'est donc penché une nouvelle fois, dans la séance de vendredi, sur ses tensions internes. Pascal Couchepin: Non, et d'ailleurs un tel exercice ne mène à rien. Voilà qui nous surprend. Des discussions sur ce thème ont pourtant déjà eu lieu par le passé. J'ai pour habitude de ne pas prendre part à ce rite. Le peuple suisse a élu ses autorités, en optant pour une polarisation accrue. Le Parlement a décidé de prendre en compte cette réalité et de désigner un second conseiller fédéral UDC. La Constitution prévoit qu'un conseiller fédéral est élu pour quatre ans. On peut le regretter, mais cela ne change rien: nous devons travailler ensemble. La manière dont Christoph Blocher exerce ses fonctions est pourtant un thème dominant au Palais fédéral. De temps en temps, on peut dire que l'on n'est pas d'accord avec l'attitude d'un conseiller fédéral, mais on ne saurait l'obliger à faire ce qu'il ne veut pas. Cela vaut aussi pour Blocher. Blocher se veut l'interprète de la volonté populaire. Dimanche, il a déclaré: quand le peuple a tranché, le Gouvernement doit se taire. Le peuple a le dernier mot, cela va de soi. Mais dans sa sagesse, et sous la houlette des radicaux, le peuple a aussi décidé que le pouvoir devait être partagé en Suisse. La majorité populaire n'est pas tout. Le peuple a aussi voulu qu'en certains cas, la majorité des cantons l'emporte sur la majorité populaire. Il a limité son pouvoir de telle façon qu'il ne peut dissoudre le Parlement. Et, dans sa sagesse, il a décidé que ce n'était pas lui, mais le Parlement qui élisait les conseillers fédéraux. Mais le peuple reste quand même le Souverain. Mais pas dans le sens d'un monarque absolu. Ce fut un acte de grande sagesse que le peuple fixât des limites à son propre pouvoir. Car le peuple sait que la domination de la majorité seule comporte des dangers. En particulier dans un pays où il y a des minorités à protéger. Blocher voit-il les choses de manière différente ? Il répète sans cesse que le peuple est le Souverain. Mais c'est faux: le peuple est la source du pouvoir. Il a le dernier mot. Mais entre les élections, les autres pouvoirs de l'Etat sont aussi appelés à exercer leurs responsabilités. J'ai parfois l'impression que certains membres de l'UDC croient que le gouvernement doit pactiser directement avec le peuple. En faisant fi des compétences du Parlement. De telles idées ne sont pas nouvelles dans l'histoire, et elles sont très dangereuses. Blocher soutient que le Gouvernement ne devrait pas défendre ses projets. Les conseillers fédéraux ne sont pas des eunuques politiques. Le Conseil fédéral est élu pour quatre ans: durant ce laps de temps, il doit mettre en œuvre sa politique. Et cela n'est possible que s'il peut défendre ses projets. Blocher vous adresse, par voie détournée, le reproche à vous et à Moritz Leuenberger, de refuser la volonté du peuple, si vous commentez le résultat des votations. Jamais un conseiller fédéral radical n'a méprisé la volonté populaire. Le respect du peuple est inscrit dans nos gènes. Mais la Constitution fédérale prévoit une division du pouvoir entre le peuple et les institutions. Nous sommes convaincus ( les radicaux) que le peuple ne doit pas être un dictateur. C'est pourquoi on n'a pas besoin de se taire quand il a parlé. Qu'est ce qui fait problème dans la

conception du peuple que soutient Blocher ? Les masses sont manipulables si l'on fait appel à leurs seules émotions. Sans contrepoids, cela peut être dangereux. Le parti le plus fort pourrait diriger seul l'Etat en tablant sur les émotions du peuple. Il y a là un grand risque. Vous avez donc peur de la démocratie directe ? La démocratie directe est certes le meilleur des systèmes, mais des freins sont nécessaires. Nous, les libéraux, avons toujours éprouvé de la crainte devant une politique guidée par les seules émotions. Il faut empêcher que des décisions prises sous l'empire des émotions entraînent des conséquences trop graves. L'alliance entre un dirigeant charismatique et un peuple manipulé par lui est étrangère à notre conception de la politique; c'est celle des dictatures. Dictatures ? Je suis en train de lire un ouvrage sur le national-socialisme et le communisme. Cet ouvrage montre que les deux partis totalitaires n'étaient pas impopulaires. Ils étaient même très populaires. Mais la catastrophe survint parce que ces systèmes ne connaissaient pas de limites. Leurs " Führer " pouvaient jouer avec les émotions des masses sans retenue. Voulez-vous dire par là que Blocher, en " magnifiant " le peuple... ..en le mythifiant... .. met en péril la démocratie ? Oui, je crois que l'attitude de Christoph Blocher est dangereuse pour notre démocratie. J'ose croire que des comportements comme celui du dimanche soir des votations ne seront que passagers. Mais si un parti important adopte la même attitude, nous devons la combattre. Cette tendance ( à tabler sur les seules émotions du peuple) que vous considérez comme dangereuse, se renforce-t-elle ? Oui. L'UDC joue de plus en plus fortement avec les émotions du peuple. Elle considère le peuple comme une masse manipulable. Elle en fait son miel. Il y a peu de temps, l'un de ses dirigeants a déclaré que l'UDC n'était pas un parti, mais un mouvement. Voilà une réflexion typique ! L'histoire a déjà connu des mouvements. Un parti, c'est une organisation rationnelle, qui défend une conception de la politique et qui se confronte à d'autres conceptions. Un mouvement, au contraire, veut atteindre ses buts en séduisant les masses par les émotions. D'un point de vue historique, les mouvements ont tendance à glisser vers le totalitarisme. PC. Ils sont certainement plus éloignés de la démocratie que les partis classiques. C'est là un constat peu réjouissant. Que faire ? D'abord, je suis convaincu que mon opinion est partagée par nombre de membres de l'UDC. C'est avec eux que l'on doit poursuivre le dialogue démocratique. La question essentielle est celle-ci: l'UDC ne respecte-t-elle que la souveraineté populaire, ou accepte-t-elle encore les limites apportées à cette souveraineté dans notre système ? Celles, par exemple, qui sont posées afin de protéger les minorités. Celles tirées du pouvoir du Conseil national ? Du Conseil des Etats ? Du système de " checks and balances " entre les deux Chambres. Celles tirées des attributions du Gouvernement... ..et de l'indépendance des tribunaux. Oui, aussi de l'indépendance des tribunaux. La question est très actuelle. Nous devons travailler à convaincre encore plus les gens de la justesse qu'il y a à limiter le pouvoir du peuple. Nous devons comprendre que la démocratie ne peut se confondre avec la domination des masses guidées par les émotions. Mais c'est un fait que l'UDC gagne avec une telle politique. L'UDC progresse depuis 10 ans. Mais cet Etat existe depuis plus de 150 ans. Vous êtes donc optimiste, la vague UDC va bientôt retomber ? Je crois en la raison humaine. Voilà 40 ans que je fais de la politique. A la fois dans un canton où les radicaux sont minoritaires depuis 150 ans, et dans un Etat fédéral où ils sont au Gouvernement depuis 150 ans ! J'ai confiance dans le long terme. Vous espérez donc que l'UDC va perdre tellement d'électeurs que Blocher devra se retirer ? PC. Cela n'est pas si simple. J'espère aussi qu'à l'intérieur de l'UDC les personnes qui partagent mon point de vue gagneront du terrain et s'engageront pour préserver notre démocratie. Blocher partage-t-il les conceptions démocratiques qui imprègnent la Suisse ? J'ai une autre vision philosophique que celle de Monsieur Blocher. Et je suis persuadé que ma vision est la bonne, car elle se fonde sur la Constitution et sur la doctrine de la famille politique qui a établi cette Constitution, il y a 150

ans. Blocher exerce un " job " dans un système régi par cette Constitution. C'est un point essentiel. Vous avez déclaré sous peu qu'il avait fallu un certain temps à Micheline Calmy-Rey pour s'intégrer au Conseil fédéral, et que l'on réussirait aussi l'opération avec Blocher. Avez-vous changé d'avis ? Nous verrons. Les électeurs décideront s'ils veulent récompenser Blocher pour son attitude. Je me soumettrai à leur verdict ; je mènerai le combat ces quatre prochaines années. Monsieur Blocher doit-il adopter une position de réserve lors de la campagne sur les Bilatérales II ? Je ne suis pas en mesure de l'influencer. Parce que c'est inutile. Oui. L'ensemble du Conseil fédéral doit défendre son opinion. Celui qui est collégial et qui croit en nos institutions, le fait. C'est incroyable : nous interviewons Pascal Couchepin, et nous ne parlons que de Blocher. Cette danse médiatique autour de votre collègue vous agace-t-elle ? Oui. Mais le fait que Blocher soit si fortement présent dans les médias s'explique aussi par ses déclarations, le dimanche soir des votations. Les médias lui vouent toute leur attention. Il y a là un côté positif. Je peux ainsi présenter ma conception de la démocratie et montrer les différences entre ma vision philosophique et celle de Monsieur Blocher et de certains membres de son parti. Les citoyens peuvent ainsi réfléchir à ces questions fondamentales, ce que l'on ne fait pas d'ordinaire. Parce que ce sont là des évidences. PC. Oui. Mais si ces questions sont soulevées, il faut les aborder. La question cardinale est celle-ci: les Suisses veulent-ils un système avec un contrepoids libéral, ou un système entièrement dominé par le peuple ? Avec tous les dangers qu'un tel système recèle ? Pour la première fois dimanche, on a pu voir à la télévision les conflits qui existent au sein du Conseil fédéral. En soi, cela n'est pas mauvais. L'incident va augmenter l'intérêt pour une discussion sur la démocratie dans notre pays. Vous avez présenté votre conception de la politique. N'est-ce pas là une incitation à Monsieur Blocher de faire de même, à annoncer la couleur ? Naturellement. Je ne peux pas le forcer. Mais j'espère que les gens lui demandent : Blocher, que veux-tu avec cet Etat ?

Interview : Pascal Hollenstein et Markus Häfliger

DEPARTEMENT FEDERAL DE L'INTERIEUR  
Service de presse et d'information

Renseignements :  
Jean-Marc Crevoisier, Tel. 031 3228016

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100000042/100480543> abgerufen werden.